

Niall Ferguson: « Tous les désastres ont une composante politique »

Pandémies, guerres, famines... Dans son dernier livre, « Apocalypses. De l'Antiquité à nos jours », le chercheur britannique se plonge dans l'histoire des catastrophes et en tire un certain nombre d'enseignements.

Peut-on tirer des leçons de l'Histoire pour se préparer aux catastrophes – des guerres aux épidémies en passant par les tremblements de terre ? Oui et non, répond Niall Ferguson dans *Apocalypses. De l'Antiquité à nos jours* (Éditions Saint-Simon). Non, au sens où chaque désastre est plus ou moins imprévisible ; oui, car, précisément, la

conscience même de cette imprévisibilité invite à être vigilant. Fortement inspiré par l'épidémie de Covid-19, l'historien, connu pour l'éloge de l'Occident qu'il fait dans *Civilisations* (Saint-Simon), chercheur à la prestigieuse Hoover Institution, à Stanford, livre un contre-manuel de crise érudit et volontiers provocateur. ■■■

■■■ **Le Point: Pourquoi inclure des types de catastrophes très différents dans une même réflexion?**

Niall Ferguson: Cela fait un certain temps que je m'intéresse aux désastres. S'il existe des ouvrages sur les épidémies, les guerres ou les famines, il manquait à mon sens un ouvrage général sur les catastrophes et les désastres. Un manque parce que, comme les familles heureuses selon Tolstoï, tous les désastres se ressemblent, même si – contrairement aux familles – ils varient beaucoup en amplitude. **Nous sommes tous accaparés, aujourd'hui, par la question du changement climatique. Comment jugez-vous ce désastre à venir par rapport aux autres?**

Les cas de désastres climatiques parsèment l'Histoire, certes. Mais nous ne devrions pas attacher plus d'importance à ce sujet qu'aux autres. Au Forum économique de Davos, en janvier 2020, le seul sujet qui préoccupait les dirigeants était le changement climatique et Greta Thunberg, qui y a fait un discours. Alors que de mon côté, j'y ai parlé de... la possibilité d'une pandémie planétaire. Je ne sous-estime pas cette menace, qui est réelle. Mais le changement climatique est lent et ne tuera certainement pas grand monde, car les gens émigreront des lieux menacés ou inhabitables. Or, si nous consacrons toute notre énergie à cette question, nous risquons encore de manquer le prochain désastre: bien avant que la Californie devienne inhabitable, un autre désastre se produira, par exemple, une cyberattaque qui plongera nos pays dans le chaos.

En outre, se préoccuper du changement climatique illustre parfaitement un défaut cognitif: nous voyons les catastrophes arriver, mais nous sommes incapables de faire quoi que ce soit de significatif pour nous y préparer. Le principal moteur du changement climatique, aujourd'hui, est la Chine. Près de la moitié de l'augmentation des émissions de carbone depuis le sommet de Paris vient de ce pays, 20 %

de l'Inde. Les mesures que peuvent prendre les Européens et les Américains n'auront aucun impact si cela continue ainsi. Pourtant, on a commencé seulement très récemment à le dire dans les conférences internationales, car on a peur de Pékin! De même, face à la pandémie de Covid-19, tous les plans que nous avons conçus étaient inutiles. Nous pensons à la fin du monde, mais quand il faut agir, nous sommes dépassés.

Le problème est donc politique. Vous expliquez même que certains désastres qui nous semblent entièrement «naturels» ne le sont pas.

J'emprunte cette idée à deux ouvrages fondateurs d'Amaritya Sen, *Pauvreté et Famines* (1982) et *Development as Freedom* (1999). Il y montrait que les famines étaient dues à l'homme et non à la nature. Par exemple, en Irlande, la grande famine de 1845-1852 a débuté à cause du mildiou, mais elle n'a pris de telles proportions qu'à cause du comportement de l'élite politique anglaise, qui a refusé d'aider la population irlandaise. J'ai cependant souhaité aller plus loin que Sen, qui ne s'intéressait qu'aux famines. Tous les désastres ont une composante politique ou, du moins, ont trait au pouvoir humain: même l'éruption d'un volcan ne devient un désastre que si une ville est implantée à côté. La pandémie de Covid est une parfaite illustration de cette dimension. Qu'il soit d'origine animale ou le fait d'une fuite de laboratoire, c'est le même virus qui est arrivé à Taïwan et en Italie. Or ses effets, dans chaque pays, ont été radicalement différents, notamment au niveau de l'excès de mortalité.

Selon les données actuelles, il est difficile de penser que cela est dû à des différences naturelles entre populations. La seule explication qui reste est politique.

Pourquoi la réponse initiale des États-Unis et de l'Europe a-t-elle été à ce point inadéquate?

La mauvaise réponse, très populaire, à cette question, est: «parce que nous avons élu des populistes», car des pays n'étant pas dirigés par des populistes ont fait tout aussi mal. De plus, ce ne sont pas vraiment les présidents et les Premiers ministres qui décident de la réponse politique à une pandémie, ce sont

les conseillers scientifiques et les fonctionnaires des rangs inférieurs de la bureaucratie sanitaire. Ces gens ont échoué parce qu'ils n'ont pas retenu les leçons du Sras des années 2000 et du Mers de 2012: au contraire de leurs homologues de certains pays asiatiques, ils ont pensé que la prochaine pandémie serait une sorte de grippe et n'ont pas réalisé à temps les dommages que pouvait causer une forme plus contagieuse et moins létale de Sras.

Vous citez Tolstoï, qui, dans «Guerre et Paix», écrit: «Le roi, c'est l'esclave de l'Histoire. L'Histoire, c'est-à-dire la vie inconsciente, commune, grégaire de l'humanité, fait servir à l'accomplissement de ses desseins chaque minute de la vie des rois.» Attribuons-nous trop d'importance aux actions de nos dirigeants? L'illusion dont Tolstoï se moque est l'exagération par les dirigeants de leur propre pouvoir. Ce que le pouvoir corrompt vraiment, c'est votre sens des perspectives. Mais en réalité, comme le montre l'étude des désastres, le pouvoir des chefs est limité. Tout comme Napoléon ne pouvait pas empêcher la Grande Armée de se désintégrer, aucun dirigeant n'a pu véritablement agir sur l'effet du Covid. Nous savons aujourd'hui que les mesures restrictives décidées par les gouvernements n'ont pas vraiment été en lien direct avec la propagation du virus. La meilleure explication de sa propagation est le comportement humain: les gens se sont moins déplacés, d'ailleurs avant même l'édiction des mesures gouvernementales. Les processus politiques restent encore mal compris, y compris par les journalistes, qui personnalisent à outrance la politique. **Un désastre peut-il être relatif? Ce qui nous est apparu comme une catastrophe ne l'aurait pas forcément été pour nos ancêtres, pour qui la vie avait peut-être moins de valeur.**

Notre rapport à la mort a beaucoup changé depuis le Moyen Âge, comme l'historien Philippe Ariès l'a montré. Il a même évolué depuis les années 1950: mes recherches sur la pandémie de grippe asiatique de 1957-1958 m'ont fait voir une tout autre version des États-Unis. Les gens acceptaient les maladies infectieuses comme faisant partie de la vie. Ceux qui ont traversé cette période se la rappellent à peine. Certaines personnes aujourd'hui parlent de la mort comme si elle ne devait pas exister. C'est absurde. Notre aversion au risque est hors de proportion: la mort serait une violation de nos droits à la vie éternelle.

Comment apprendre du passé si nous ne sommes pas prédisposés à reconnaître notre finitude ?

C'est pire : nous n'avons pas envie d'apprendre de l'Histoire, car c'est un processus trop douloureux. Les Américains viennent de rejouer à Kaboul la chute de Saïgon en raison d'une incapacité institutionnelle et culturelle à apprendre du passé. Dans *Colossus: The Rise and Fall of the American Empire*, que j'ai publié en 2005, j'expliquais que le projet impérial américain en Irak et en Afghanistan échouerait – et il a échoué exactement pour la raison que j'avais avancée : l'incapacité du public américain à soutenir dans la durée un tel dessein. Il faut un très haut niveau d'amnésie institutionnelle pour faire de telles erreurs. Or, si nous refusons d'apprendre du passé, les désastres ne cesseront de se produire.

Vous citez le philosophe et statisticien Nassim Nicholas Taleb, qui, dans son œuvre, insiste sur la dimension aléatoire de nombreux événements. Mais le même Taleb écrit, dans « Le Cygne noir » : « L'Histoire n'est certainement pas un lieu où théoriser ou tirer des connaissances générales, et elle n'est pas non plus censée aider pour l'avenir, à moins d'une certaine prudence. » Qu'en pensez-vous ?

Comme Taleb, je crois dans le hasard au sens où, ■■■ par exemple, l'incidence des guerres est statistiquement aléatoire, tout comme dans une moindre mesure celle des tremblements de terre et les éruptions volcaniques. Accumuler les modèles ne nous dira pas quand la prochaine pandémie va se produire, et une fois que la pandémie est là, les modèles ne nous servent pas à grand-chose. Pour autant, faut-il en conclure à un fatalisme total ? Taleb a été l'un des premiers à réagir à l'émergence du Covid-19 et à alerter l'opinion. En tant qu'historien, je dirais que si les événements sont difficiles à prévoir, notre état d'esprit doit être celui du trader paranoïaque. Il est préférable d'être paranoïaque de fa-

çon indifférenciée plutôt que préparé de façon méticuleuse au mauvais désastre. Prenez Taïwan : le pays se prépare en permanence à l'éventualité d'un mauvais coup de la Chine, de la cyberguerre à l'invasion en passant par l'attaque biologique. C'est pour cela qu'il a répondu si vite à la pandémie. Alors que nous, en Occident, nous sommes si autosatisfaits que nous nous pensons immortels.

Comment réformer la bureaucratie ?

Certains estiment que seule une défaite militaire peut aider à assainir les institutions – par exemple, on met en avant le fait que l'Allemagne de l'Ouest s'en est sortie après 1945 parce qu'elle avait pu repartir de zéro. Mais cette idée me semble fautive. Regardez la façon dont l'État britannique s'est réformé au XIX^e siècle, en passant de la corruption chronique à l'absence de corruption, ou après 1979, sous Thatcher.

Par ailleurs, le populisme n'est pas non plus le remède. Cela vient du fait que la pathologie qui mine la bureaucratie est d'abord un problème technique. Il faut donc l'aborder davantage à la façon d'un geek. Dans sa lutte contre la pandémie, Taïwan a pu compter notamment sur Audrey Tang, son *Digital Minister*, qui a révolutionné l'usage gouvernemental de la technologie. Tout cela est possible sans aboutir à un « État de surveillance ». La plupart des États occidentaux ne savent pas utiliser la technologie, c'est choquant. Nos gouvernements disposent de mines de données sanitaires sur la population, mais ils n'en font rien.

Quid de la protection des données ?

À Taïwan, la protection de la vie privée est très forte du fait que les données personnelles restent cryptées. Les Taïwanais ont face à eux la Chine, modèle d'État de surveillance, et n'ont aucune envie de s'en inspirer. La protection des données est un problème qu'on peut résoudre, mais nous ne voulons pas le faire : l'idée que l'État puisse savoir la moindre

chose sur nous nous effraie. Dans le même temps, nous donnons volontairement toutes nos données aux Gafam.

On ne peut pas prédire le prochain désastre, certes, mais avez-vous une petite idée ?

Nous pouvons imaginer les désastres possibles. Si une confrontation armée impliquant l'Occident se produit au sujet de Taïwan, le conflit se jouera très certainement dans le cyberspace, parce que les Chinois ont tout intérêt à déstabiliser notre système de communication avant que nous ne déstabilisions leur système financier. À quoi ressembleraient nos pays sans Internet ? Ce serait l'anarchie. Cependant, je ne connais aucune organisation qui ait réfléchi à un vrai plan d'action. Il doit bien exister un rapport sur les cyberattaques au Pentagone, mais je suis sûr qu'il sera aussi inutile que les plans qui avaient été préparés en vue d'une pandémie au sein de l'administration sanitaire. Chaque institution, chaque famille même devrait être au courant de ces risques à faible probabilité. Mais ce n'est pas le cas, car cela implique de se confronter à des perspectives terribles, ce que personne ne souhaite, même quand l'événement est prévisible.

Collectivement, n'est-ce pas à cela que devraient servir nos institutions politiques?

Tout à fait! Mais je suis très frappé par le sentiment de dégoût et de fatalisme, qui ressemble à celui que Céline a si bien capté dans *Voyage au bout de la nuit*, qui prévaut dans l'Amérique d'aujourd'hui. Nous avons conscience de notre état de corruption et de pourriture, mais nous ne trouvons pas de solution. Nous sommes tous des Céline, désormais ■

PROPOS RECUEILLIS PAR LAETITIA STRAUCH-BONART

Apocalypses. De l'Antiquité à nos jours, de Niall Ferguson. Traduit de l'anglais par Laurent Bury (Éditions Saint-Simon, 404 p., 24,90 €).

URBAN ZINTEL/LAIF-REA



Paru dans Le Point du 6 octobre 2021